



Guide des élections américaines de mi-mandat 2022





Sommaire

Les auteur-e-s	3
Les <i>midterms</i> 2022 et l'avenir de la démocratie américaine	4
La dynamique électorale de 2022	6
Les courses à surveiller au Congrès	6
Nouvelle carte, nouvelles lois	7
Le <i>Big Lie</i> et la bataille républicaine pour le contrôle des élections	9
L'électorat rural : un bastion républicain ?	10
Encadré : Le mouvement syndical au cœur des élections ?	12
Courses étatiques : des scrutins disputés ?	12
Les enjeux au coeur de l'élection	14
Ingérences et opérations d'influence : l'Amérique désormais aguerrie ?	14
Le renversement de <i>Roe v. Wade</i> , le <i>joker</i> des élections de mi-mandat ?	15
L'économie américaine en eaux troubles : l'enjeu de 2022...et des années à venir ?	17
L'immigration au cœur des élections de mi-mandat	18
Le Congrès et la politique étrangère	20
Encadré : La guerre en Ukraine au Congrès	22
Pour aller plus loin	23

LES AUTEUR-E-S



Christophe Cloutier-Roy

Directeur par intérim et chercheur postdoctoral à l'Observatoire sur les États-Unis



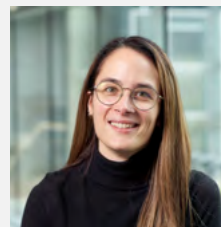
Alexis Rapin

Chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis et l'Observatoire sur les conflits multidimensionnels



Jean-Daniel Roy-Trudeau

Chercheur en résidence de l'Observatoire sur les États-Unis



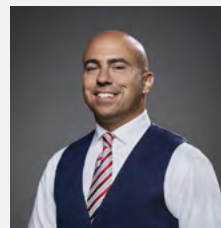
Andréanne Bissonnette

Chercheuse en résidence à l'Observatoire de géopolitique et à l'Observatoire sur les États-Unis



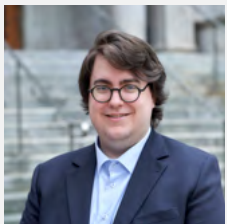
Marin Fortin-Bouthot

Coordonnateur et chercheur en résidence de l'Observatoire sur les États-Unis



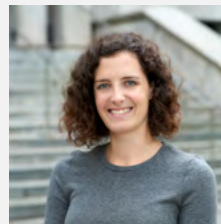
Rafael Jacob

Chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis



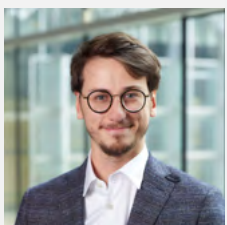
Victor Bardou-Bourgeois

Chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis



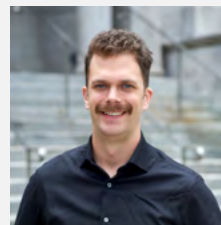
Mathilde Bourgeon

Chercheuse en résidence à l'Observatoire de géopolitique et à l'Observatoire sur les États-Unis



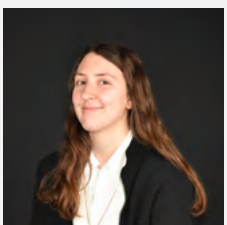
Félix Lemieux

Chercheur en résidence de l'Observatoire sur les États-Unis



Vincent Boucher

Chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis



Marie-Camille Théorêt,

Stagiaire de l'Observatoire sur les États-Unis



David Dubé

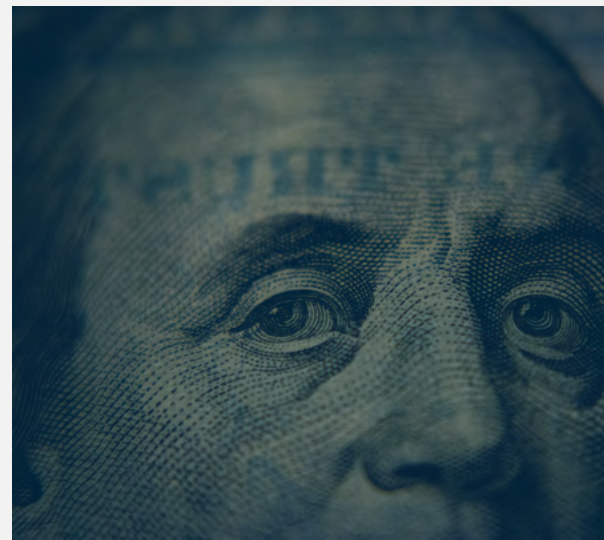
Chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis

LES *MIDTERMS* 2022 ET L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE

Christophe Cloutier-Roy

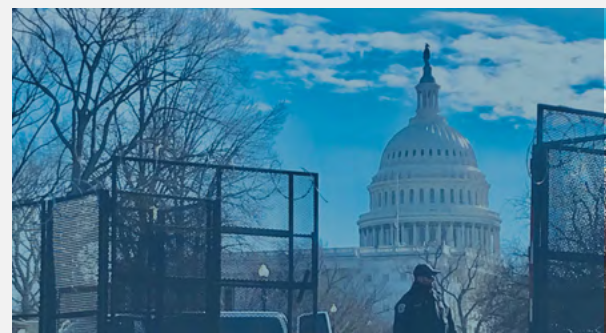
Le 8 novembre prochain, l'électorat américain sera convié aux urnes dans le cadre des élections de mi-mandat pour choisir leurs 435 représentants fédéraux, 35 sénateurs, 36 gouverneurs, des milliers de législateurs étatiques, ainsi qu'une myriade de politiciens locaux, en plus de répondre à des dizaines de questions référendaires. Historiquement, les *midterms* ont suscité un intérêt modeste, et ce, même aux États-Unis. Il faut dire que, comme leur nom l'indique, ces élections arrivent au milieu du mandat présidentiel et ne mettent donc pas en jeu le contrôle de la Maison-Blanche. Depuis longtemps caractérisées par des [taux de réélection stratosphériques](#), elles sont, la plupart du temps, apparues comme dénuées de suspens, particulièrement pendant les six décennies (1933-1994) [de quasi-monopole du Parti démocrate](#) en tant que parti majoritaire dans les deux chambres de la législature fédérale. Au cours des dernières décennies cependant, une alternance plus fréquente dans le contrôle du Congrès, qui coïncide avec une polarisation partisane exacerbée, a donné aux *midterms* une importance croissante.

Les élections de mi-mandat sont vues comme un [référendum](#) sur le président. Comme celui-ci n'apparaît pas sur les bulletins de vote, ce sont les membres de son parti au Congrès qui doivent



encaisser la rebuffade de l'électorat : un camouflet d'ailleurs fréquent puisque, presque inmanquablement, [le parti du président perd des sièges lors des élections de mi-mandat](#). Étant donné les majorités minimales dont jouit le Parti démocrate à Capitol Hill, les probabilités sont élevées de voir le parti de Joe Biden perdre le contrôle d'au moins une des deux chambres du Congrès : un peu plus de trois semaines avant le scrutin, le réputé modèle prévisionniste du site [FiveThirtyEight](#) évaluait à 70 % les chances de prise de contrôle républicain d'au moins une chambre, et à 33 % pour les deux chambres. Or, les démocrates, qui doivent composer avec un climat économique morose et la relative impopularité du président, espèrent néanmoins défier les probabilités grâce à des enjeux qui se sont invités sur le devant de la scène : l'avortement d'abord, puisque le renversement de *Roe v. Wade* en juin dernier a entraîné une grande mobilisation des électrices ; mais surtout, l'avenir de la démocratie elle-même. Près de deux ans après le traumatisme collectif que fut l'attaque du Capitole du 6 janvier 2021, alors qu'une nouvelle candidature de Donald Trump en 2024 semble de plus en plus probable et que des centaines de candidat-e-s républicains ont affirmé croire que l'élection de Joe Biden était illégitime, le Parti démocrate espère profiter de [l'inquiétude qui anime la population américaine concernant l'avenir de la démocratie](#) pour convaincre leur base électorale de se mobiliser et d'aller voter.

Aux États-Unis, affirmer que « la prochaine élection sera la plus importante de nos vies » fait depuis longtemps figure de cliché. Force est d'admettre toutefois que le scrutin de 2022 n'échappe pas à l'adage. Pour aider à y voir plus clair dans les dynamiques électorales et les enjeux clés de l'élection à venir, les chercheur-e-s de l'Observatoire sur les États-Unis sont fiers de vous offrir ce guide explicatif des élections de mi-mandat de 2022.



LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE DE 2022

Les courses à surveiller au Congrès

Jean-Daniel Roy-Trudeau

Le redécoupage des circonscriptions électorales, qui vient de s'achever, a une influence prépondérante sur les élections américaines, dont celles de mi-mandat. [Effectuée en majorité par les législatures d'États](#), cette procédure hautement partisane concernait, en [2021, sept États qui ont perdu un siège \(Californie, Illinois, Michigan, New York, Ohio, Pennsylvanie et Virginie-Occidentale\), six qui en ont gagné un \(Caroline du Nord, Colorado, Floride, Montana et Oregon\) ainsi que le Texas qui en a gagné deux](#). Ce redécoupage des cartes électorales et l'avantage qu'il peut donner sur le scrutin sont cruciaux cette année pour plusieurs raisons : les démocrates disposent d'une très faible majorité à la Chambre des représentants (221 sièges alors que la majorité en nécessite 218); les démocrates doivent [défendre un plus grand nombre de sièges](#) laissés vacants par le départ de leur titulaire (36) que les républicains (28); et [les élections de mi-mandat sont généralement défavorables au parti qui occupe la présidence](#) (depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale,

le parti au pouvoir perd en moyenne 26 sièges à la Chambre des représentants). En 2022, les républicains n'ont besoin d'un gain net que de six sièges. Ils semblent donc en bonne position pour reprendre le contrôle de la Chambre, même si l'issue de cette course pourrait bien se jouer [dans moins d'une trentaine de circonscriptions](#).

Si le retour sur le devant de la scène des enjeux liés à l'immigration et à l'économie pourrait favoriser une remontée des républicains le soir des élections, certains éléments jouent en faveur [des démocrates](#) : le [ressac populaire](#) à la suite du renversement par la Cour suprême de la protection constitutionnelle à l'avortement en est un exemple éloquent. [Les nombreuses enquêtes concernant directement Donald Trump](#) pourraient également inciter une partie de l'électorat à tourner le dos aux républicains.

Au Sénat, les démocrates ont l'avantage en ce qui a trait au nombre de sièges à défendre; 21 des 35 sièges sénatoriaux en réélection cette année sont détenus par des républicains. Si [les démocrates peuvent espérer conserver leur majorité à la chambre haute](#)¹, l'égalité actuelle des sièges

¹ Cette majorité démocrate repose sur le fait qu'en cas d'égalité des sièges entre les deux partis au Sénat, le président de cette chambre a une voix décisive. Ce poste étant automatiquement attribué au vice-président des États-Unis, c'est donc, aujourd'hui, le vote de la vice-présidente Kamala Harris qui fait pencher la balance en faveur des démocrates.

entre les deux partis au Sénat signifie qu'un seul gain net par le Parti républicain leur donnerait la majorité. C'est d'ailleurs ce que craignent les démocrates au Nevada et en Géorgie, où les républicains Adam Laxalt et Herschel Walker livrent de chaudes luttes aux élu-e-s sortants Catherine Cortez Masto et Raphael Warnock. Cependant, [la nomination lors des primaires de personnalités aux positions extrêmes et polarisantes n'ayant jamais remporté d'autres élections](#) et ayant de la misère [à lever des fonds pour leur campagne](#) menace les chances républicaines de reprendre le contrôle au Sénat. En Pennsylvanie par exemple, le démocrate John Fetterman devance le candidat républicain Mehmet Oz et pourrait ravir ce siège, laissé vacant par le départ à la retraite du titulaire républicain Pat Toomey. En Géorgie, le passé trouble du candidat républicain Herschel Walker pourrait également nuire aux chances du parti de reprendre ce siège. En Arizona et en Ohio, l'inexpérience de Blake Masters et de J.D. Vance pourrait coûter cher aux républicains, qui tentent de ravir le premier aux démocrates et de conserver le second laissé vacant par le départ à la retraite de Rob Portman. Finalement, les yeux seront rivés sur le Wisconsin, où la course entre le républicain sortant Ron Johnson, un allié de Donald Trump, et le lieutenant-gouverneur Mandela Barnes pourrait s'avérer déterminante pour le contrôle de la Chambre haute.

Nouvelle carte, nouvelles lois

Marin Fortin-Bouthot

Au-delà de l'élection présidentielle, 2020 marquait le début d'une nouvelle décennie, et par le fait même, d'un nouveau recensement national. Pour refléter les changements démographiques survenus au cours des dix dernières années, les États américains effectuent un redécoupage de leurs circonscriptions électorales fédérales. Dans la plupart des États, ce processus est laissé aux mains d'élu-e-s sensibles aux considérations partisans. D'après les données du site [Fivethirtyeight](#), un plus grand nombre de circonscriptions ont pu être redécoupées à l'avantage des républicains cette fois-ci, ce qui devrait permettre à ce parti un gain d'au moins trois sièges lors des prochaines



élections. Cependant, le Parti démocrate a également réussi à tirer son épingle du jeu et a désormais plus de sièges penchant en sa faveur qu'auparavant. Cette tendance témoigne de [stratégies différentes des deux partis](#). D'un côté, les démocrates ont opté pour une stratégie plus risquée en réduisant leur nombre de circonscriptions garanties en échange d'un plus grand nombre de circonscriptions compétitives, mais qui sont à leur avantage. À l'inverse, le Parti républicain, déjà vainqueur du redécoupage de 2010, a préféré consolider ses acquis.

L'accessibilité du vote sera aussi un élément fondamental à surveiller alors que les élections à venir seront les premières de grande importance depuis l'instauration de nouvelles lois électorales dans plusieurs États. Mises en place depuis 2020, ces lois sont une conséquence de la théorie du *Big Lie* propagée par l'ancien président Donald Trump et ses alliés, qui affirment, à tort, que les dernières élections ont été entachées d'une fraude électorale massive. Arguant vouloir protéger le processus électoral, des États ont mis en place des mesures restrictives qui devraient avoir [des effets disproportionnés sur l'accessibilité au vote des minorités ethnoculturelles](#). Un [rapport du Voting Rights Lab](#) détaille cette

tendance dans le cadre des élections à venir. La Floride, la Géorgie, le Texas et l'Arizona seront particulièrement dans la ligne de mire puisque tous ces États ont mis en place de nouvelles mesures d'identification pour le vote par la poste. Les primaires de l'État du Texas ont déjà donné un avant-goût de ces nouvelles mesures : près de [12 % des votes par la poste ont été rejetés](#), affectant particulièrement les électeurs déjà marginalisés.

Finalement, la possibilité d'interférences partisans constitue une des menaces capitales pour la démocratie américaine. En effet, certaines des réformes électorales adoptées depuis le dernier scrutin ont ouvert la porte à la partisanerie dans le processus de vote avec [la possibilité de remplacer le personnel gérant le scrutin](#) ou de [punir les autorités électorales par des accusations criminelles](#). [Un récent reportage du New York Times](#) témoigne aussi de l'enrôlement important de républicain-e-s dans plusieurs comtés, pour intégrer les rangs inférieurs du processus électoral. Cette tactique permettrait notamment d'influencer le scrutin en faveur du parti [par des contestations de masse de la légitimité d'une partie de l'électorat dans des comtés clés](#).



Le *Big Lie* et la bataille républicaine pour le contrôle des élections

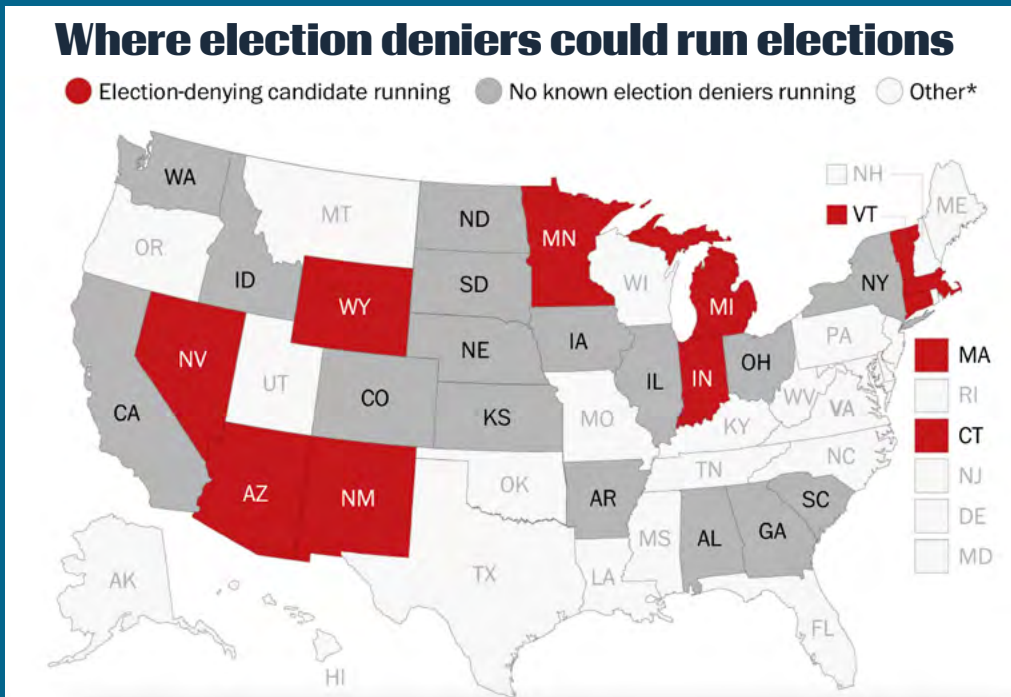
Victor Bardou-Bourgeois

La croyance infondée selon laquelle l'élection présidentielle de 2020 a été truquée à l'avantage des démocrates est désormais largement répandue auprès des membres du Parti républicain. Appelée *The Big Lie*, cette croyance repose sur différentes théories du complot partagées par [Donald Trump](#), par [certains médias conservateurs](#) ainsi que par différentes communautés numériques complotistes comme le mouvement [QAnon](#). Alors que seulement [32 %](#) de l'électorat républicain estime que le scrutin de 2020 fut juste, [plusieurs candidat-e-s du Grand Old Party](#)

font campagne en exprimant ouvertement leur adhésion à la théorie du *Big Lie* et promettent de tout mettre en œuvre une fois élus pour s'assurer qu'il n'y ait pas de « tricheries » lors des élections présidentielles de 2024.

Si les feux des projecteurs sont surtout tournés vers la Chambre des représentants, le Sénat et certains sièges de gouverneurs, les élections de mi-mandat mettent aussi en jeu différents postes électifs locaux qui jouent un rôle névralgique dans la vie politique américaine. C'est notamment le cas du poste de secrétaire d'État¹, une fonction généralement administrative, mais qui est devenue, au cours des derniers mois, la pierre angulaire des [efforts républicains](#) visant à manipuler le résultat des élections en leur faveur.

¹ À ne pas confondre avec le poste de secrétaire d'État au sein du cabinet de la Maison-Blanche, qui est le principal conseiller du président en matière de politique étrangère.



En rouge : les États où un négationniste électoral est candidat pour le poste de secrétaire d'État.

En gris : les États où il n'y a pas de négationniste électoral candidat au poste de secrétaire d'État.

En blanc : les États où il n'y a pas de secrétaire d'État, les États où la personne à ce poste est nommée par la législature, les États où il n'y a pas de course pour le poste de secrétaire d'État cette année et les États où ce poste est carrément inexistant.

* Includes states with no secretary of state, states where that role does not run elections, states where that role is appointed and states with no secretary of state race this year.

Source : NICK MOURTOUPALAS/ THE WASHINGTON POST

Contrairement au Canada, les élections aux États-Unis sont hautement décentralisées puisque chaque État a le mandat de gérer le scrutin sur son territoire. Ainsi, dans 24 États, [le secrétaire d'État](#) organise les élections. La personne occupant ce poste [est notamment responsable](#) de mettre à jour les listes électorales, de déterminer les règles administratives entourant l'exercice du vote, de la conception des bulletins de vote et de la certification des résultats. En raison de ces importants pouvoirs sur le déroulement du scrutin, les élections pour le poste de secrétaire d'État suscitent davantage d'intérêt cette année, de même que des contributions financières de la part de républicains souhaitant voir le parti « reprendre le contrôle » du processus électoral. L'ancien président Trump et ses proches alliés ont ainsi fait la promotion, au cours des derniers mois, de candidat-e-s niant la justesse des résultats de l'élection présidentielle de 2020. Au niveau local, [des organisations pilotées](#) par des influenceurs complotistes promeuvent et appuient financièrement des candidatures similaires. Ces efforts ont porté fruit durant la saison des primaires puisque plusieurs adhérents au *Big Lie* figureront sur le scrutin du 8 novembre, notamment dans des États névralgiques, comme le [Michigan](#), [l'Arizona](#), et le [Nevada](#). Fait à noter : les efforts pour battre le secrétaire d'État de la Géorgie, [Brad Raffensperger](#), (celui-là même qui avait refusé de « trouver » pour Donald Trump les votes manquants pour que l'ancien président remporte cet État en 2020) lors des primaires républicaines ont échoué.

L'électorat rural : un bastion républicain ?

Félix Lemieux

À l'approche des élections de mi-mandat, les regards se portent de plus en plus sur les banlieues des États-Unis. Cependant, le monde rural pourrait également jouer un rôle déterminant dans le contrôle du Congrès. L'électorat est considéré « non urbain » lorsqu'il réside dans [une ville ou un village de moins de 2500 personnes](#). Malgré un déclin populationnel constant depuis plus d'un siècle, le poids démographique et politique du monde rural demeure considérable. En 2010, plus de [59 millions d'Américain-e-s](#) vivaient à la campagne, soit un individu sur cinq à l'échelle du pays.

Cet électorat plus blanc et plus âgé que celui des villes s'est illustré au cours des dernières années par ses positions conservatrices, notamment sur les questions des armes à feu et de l'avortement. Il n'est donc pas surprenant de constater un rapprochement croissant entre le Parti républicain et l'Amérique rurale depuis plus d'une décennie (Tableau 1).

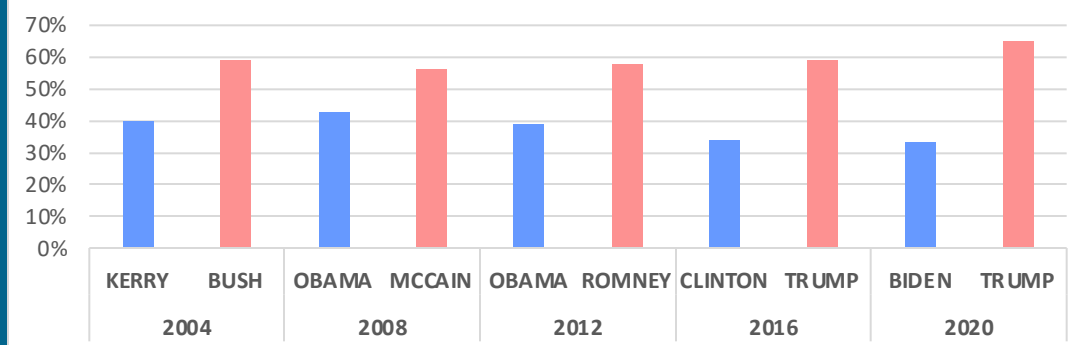
Cette convergence d'intérêts pourrait même se renforcer le 8 novembre prochain. Un État bien précis, la Virginie, semble tout désigné pour nous permettre d'anticiper la tendance électorale de la population rurale. Particulièrement favorable au Parti démocrate [depuis l'élection de Barack](#)

Obama, l'État s'est malgré tout rangé derrière le candidat républicain au poste de gouverneur à l'automne 2021. L'électorat agreste y est sans aucun doute pour quelque chose, puisqu'en Virginie, près d'un individu sur quatre est considéré comme étant rural. De plus, en 2021, le *Grand Old Party* a remporté la plupart des comtés de l'État où plus de la moitié de la population vit à la campagne. Selon les données fournies par le département d'État de la Virginie, le candidat républicain Glenn Youngkin a remporté ces comtés ruraux avec une avance moyenne de 40 % sur son adversaire démocrate. Lors de la précédente élection au poste de gouverneur en 2017, cet écart avoisinait 28 %. Le résultat de 2021 éclipse même la performance de Donald Trump en 2020, alors que celui-ci avait devancé Joe Biden par 30 % dans les comtés ruraux du *Old Dominion*.

L'impopolarité des démocrates auprès des communautés rurales pourrait leur poser problème

le soir du 8 novembre. Des États comme la Pennsylvanie, le Wisconsin et la Géorgie, qui seront déterminants pour le contrôle du Sénat, sont composés d'une population rurale proportionnellement similaire à celle de la Virginie. Bien entendu, le climat politique actuel n'est plus ce qu'il était il y a un an. Une série de victoires législatives démocrates et l'invalidation de l'arrêt *Roe v. Wade* ont quelque peu refroidi les espoirs du Parti républicain. Les communautés rurales, elles, demeurent toutefois une source d'appuis quasi indéfectibles à quelques semaines du scrutin. Selon les firmes de sondage Emerson College et Morning Consult, plus d'une personne non urbaine sur deux se rangerait derrière la bannière républicaine en novembre prochain. Les élections de mi-mandat étant généralement défavorables à la formation politique au pouvoir, une question se pose : quelle sera la teinte de rouge qui balayera les campagnes des États-Unis ?

TABLEAU 1: RÉPARTITION DU VOTE RURAL LORS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES (2004 - 2020)



Le mouvement syndical au cœur des élections ?

Marie-Camille Théorêt

On a fait peu de cas jusqu'ici de ce qui ressemble, depuis quelques années, aux prémices d'un retour en force du mouvement syndical aux États-Unis. Selon un récent sondage [Gallup](#), 71 % de la population américaine se dit favorable aux syndicats, un bond de 7 % comparativement à la période pré-pandémie, et le plus haut pourcentage répertorié par cette agence depuis 1965. Plusieurs facteurs expliquent cette résurgence, tels que la pandémie elle-même, les inégalités croissantes, le manque de main-d'œuvre et la crise inflationniste. Parti traditionnel des syndicats, les démocrates voudraient profiter de cette tendance pour consolider leurs appuis et espérer maintenir leurs majorités au Congrès. Depuis son arrivée au pouvoir, l'administration Biden a appuyé à plusieurs reprises les mouvements de syndicalisation et le président lui-même ne manque pas une occasion de rappeler ses racines ouvrières. Par ailleurs, les démocrates espèrent sans doute que le retour en force du mouvement syndical viendra fragiliser les gains effectués au cours des dernières années par le Parti républicain auprès de la classe ouvrière.

Malgré le soutien de l'administration Biden, le manque d'action politique en faveur des syndicats et de la classe ouvrière désillusionne une partie de l'électorat. Par exemple, la proposition d'augmenter le salaire minimum a été bloquée au Sénat alors que le « Pro Act » (Protecting the Right to Organize Act) est au point mort. Celui-ci pourrait réformer des lois du travail rendant ainsi l'accès à un syndicat plus facile pour les travailleur-se-s, en empêchant notamment de remplacer de façon permanente les grévistes et en élargissant l'accès au droit à la négociation collective. En outre, les démocrates ont récemment mis en place la politique du « student loan forgiveness » (remboursement des prêts étudiants), qui risque de diviser : si certains employé-e-s salueront une mesure progressiste, celles et ceux n'ayant pas de formation universitaire pourraient y voir une mesure inéquitable.

Courses étatiques : des scrutins disputés ?

Christophe Cloutier-Roy

Dans la majorité des États, les élections de mi-mandat seront l'occasion pour les citoyen-ne-s d'élire leur gouverneur-e et les membres de la législature étatique. On aurait tort de sous-estimer l'importance de ces scrutins, alors que les gouvernements étatiques exercent une grande influence sur la vie quotidienne des Américain-e-s. De plus, la vie politique au niveau des États se distingue par un plus grand dynamisme et une plus grande ouverture à

l'innovation que ce qu'on observe à Washington. C'est d'ailleurs souvent dans les capitales d'État que sont adoptées d'abord les grandes mesures progressistes ou conservatrices. C'est pour cette raison que le juge de la Cour suprême Louis Brandeis avait décrit, en 1932, les États comme les « laboratoires de la démocratie américaine ».

36 des 50 États tiennent cette année une élection pour le poste de gouverneur. La majorité de ces scrutins ne présentent pas de réel suspense, dans la mesure où le taux de réélection pour ce poste est généralement supérieur à 80 % et que la plupart des élu-e-s qui tentent d'obtenir un nouveau mandat cette année bénéficient

d'un [taux de popularité enviable](#). [Dans sept des courses](#), le ou la gouverneur-e sortant ne se représente pas, ayant épuisé son éligibilité. Si les républicains devraient sans difficulté conserver le manoir du gouverneur à Lincoln (Nebraska) et Little Rock (Arkansas), les démocrates feront vraisemblablement élire leur candidat-e au Massachusetts et au Maryland, deux États démocrates ayant néanmoins élu des gouverneurs républicains en 2014 et 2018. En Pennsylvanie, le parti de Joe Biden a de bonnes chances de conserver le pouvoir à Harrisburg malgré le départ de Tom Wolfe, car le Parti républicain a pour candidat l'ultraconservateur [Doug Mastriano](#), dont les positions pourraient être trop extrêmes dans cet État pivot. En Arizona, les démocrates espèrent profiter du départ de Doug Ducey pour faire élire une première gouverneure depuis 2006 dans cet ancien bastion républicain de plus en plus compétitif. Leur candidate, la secrétaire d'État Katie Hobbs, affronte Kari Lake, une trumpienne convaincue ayant été adoubée par l'ancien président. De leur côté, les républicains souhaitent profiter de la vacance du siège de gouverneur en Oregon pour remporter une première victoire dans le *Beaver State* depuis... 1982! Le Nevada et le Wisconsin, deux États détenus par des gouverneurs démocrates qui se représentent cette année, sont également dans la ligne de mire du *Grand Old Party*.

Par ailleurs, plusieurs gouverneur-e-s en réélection sont réputés avoir des aspirations présidentielles et doivent remporter le scrutin pour maintenir intactes leurs ambitions. Côté républicain, les gouverneurs Ron DeSantis (Floride)

et Greg Abbott (Texas) sont bien en selle pour obtenir un nouveau mandat, tout comme Kristi Noem (Dakota du Sud). Chez les démocrates, le Californien Gavin Newsom, qui a déjà survécu à une procédure de rappel en 2021, ne semble pas avoir à s'inquiéter outre mesure. Il faudra également garder un œil sur Gretchen Whitmer (Michigan), que plusieurs voient comme [une candidate présidentielle possible dès 2024](#), si Joe Biden devait choisir de ne pas briguer de second mandat.

Signalons par ailleurs que peu de changements sont attendus dans les États voisins du Québec, à l'exception du Massachusetts. Les démocrates resteront vraisemblablement au pouvoir à Albany (New York), Hartford (Connecticut) et Providence (Rhode Island), tandis que les républicains modérés Phil Scott (Vermont) et Chris Sununu (New Hampshire) semblent indélogeables à Montpelier et Concord. Au Maine, l'entrée dans la course de l'ancien gouverneur républicain Paul LePage (2011-2019) a pu mettre en doute la réélection de la démocrate Janet Mills, mais celle-ci semble jouir d'[une confortable avance dans cette course](#).

Finalement, mentionnons que [88 des 99 chambres d'assemblée étatiques](#) seront en élection le 8 novembre. L'absence de données de sondages fiables rend difficile l'évaluation des chances des partis d'enregistrer des gains, mais tout indique que les républicains devraient conserver un net avantage national, eux qui détiennent actuellement 54 % des sièges de législateurs étatiques à la grandeur du pays et contrôlent 62 chambres d'assemblée.

LES ENJEUX AU COEUR DE L'ÉLECTION

Ingérences et opérations d'influence : l'Amérique désormais aguerrie ?

Alexis Rapin

L'ingérence russe dans les élections présidentielles de 2016 paraît encore si proche et pourtant... Six ans après ce traumatisme collectif, que peut-on dire aujourd'hui de la sécurité du processus électoral américain en vue du prochain scrutin de mi-mandat ? Forts des leçons de 2016, et de deux cycles électoraux somme toute bien protégés depuis lors, les États-Unis peuvent-ils prétendre aborder ces *midterms* 2022 avec confiance ?

Une chose est certaine : de nombreuses mesures ont été adoptées par les autorités américaines depuis 2016 pour tenter de remédier aux failles exploitées à l'époque. Trois grands types d'actions avaient alors été déployés par la Russie : [le piratage et le fuitage](#) des données de plusieurs entités du Parti démocrate par des pirates informatiques du renseignement russe ; une vaste [campagne de désinformation](#) menée via les médias sociaux par la ferme à trolls Internet

Research Agency ; et des tentatives de cyberintrusion dans les [bases de données électorales](#) de différents États clés. Autant de domaines dans lesquels des progrès majeurs ont été réalisés depuis, qu'il s'agisse de la création en 2018 de la CISA (Cybersecurity and Infrastructure Security Agency), ou de l'adoption d'une stratégie de défense [plus active](#) par l'US Cyber Command.

Un autre changement majeur tient au fait que Joe Biden a officiellement promis de combattre féroce les risques d'ingérence, là où son prédécesseur a souvent eu tendance à les nier ou les minimiser (quitte à partir en guerre contre [ses propres chefs du renseignement](#)). Depuis son entrée en fonction, la présente administration a notamment créé plusieurs [nouveaux hauts postes](#) sur les questions cyber et augmenté les budgets dédiés à ces enjeux. Acte essentiellement symbolique, mais néanmoins important : la Maison-Blanche a organisé à la fin de l'année 2021 un premier [sommet international](#) sur la défense de la démocratie pour tenter de coordonner les efforts en la matière.

Reste que le contexte global a lui aussi drastiquement changé. D'un côté, les agences russes dédiées aux opérations d'influence à l'étranger semblent désormais très occupées par le conflit ukrainien et ne pourront donc

vraisemblablement consacrer que des ressources limitées aux élections américaines. Parallèlement, toutefois, les élections présidentielles de 2020 ont révélé que des pays comme [la Chine et l'Iran](#) se montrent maintenant eux aussi prêts à tenter l'exercice. Si ces actes d'ingérence furent alors repérés et désamorcés en [un temps record](#) par les autorités américaines, ils ont néanmoins démontré que Washington ne parvient toujours pas à les dissuader en amont. Il y a donc fort à parier que des opérations d'influence, même modestes, seront tentées dans le cadre des prochaines élections de mi-mandat. Fin septembre, Meta déclarait déjà avoir désactivé un petit réseau de [comptes chinois frauduleux](#) disséminant des contenus orientés relatifs au prochain scrutin. Si les États-Unis se montrent désormais plus alertes sur ces questions, tout indique que les tentatives d'ingérence, moins spectaculaires qu'en 2016, mais néanmoins insidieuses, sont désormais davantage la norme que l'exception dans le paysage électoral américain.

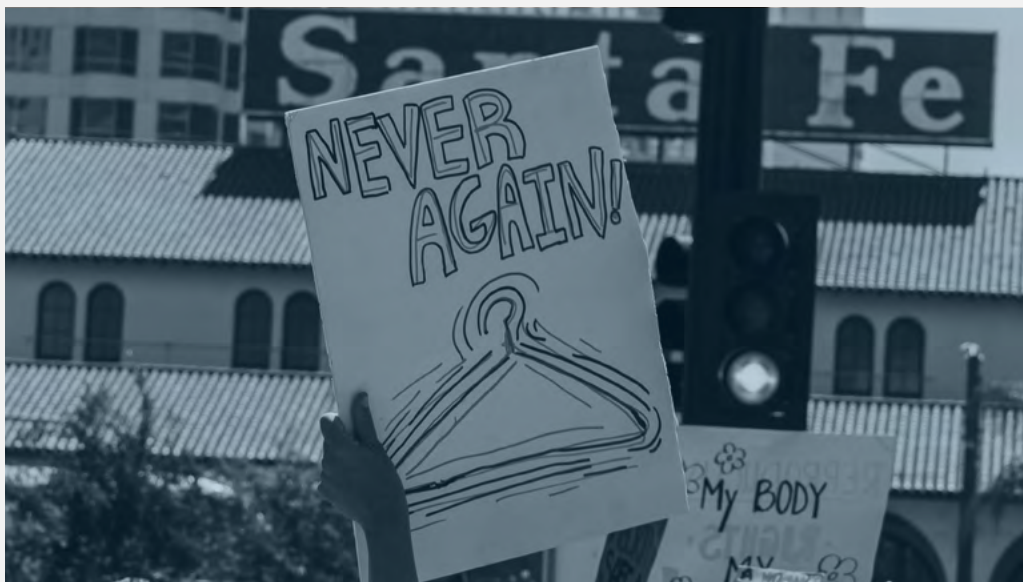
Le renversement de Roe v. Wade, le *joker* des élections de mi-mandat ?

Andréanne Bissonnette

Le 24 juin, par un vote de 6 contre 3, la Cour suprême des États-Unis a, dans son jugement *Dobbs v. Jackson Women's Health Organization*¹, [renversé Roe v. Wade](#). Onde de choc à travers le pays, cette décision constitue le dernier clou dans le cercueil du droit à l'avortement à l'échelle nationale. Un nouveau paysage juridique des droits reproductifs et sexuels se dessine : lois gâchettes², sessions législatives spéciales, débats sur la contraception, le changement s'opère rapidement. À l'amorce de l'automne, [14 États ont déjà criminalisé ou fortement restreint](#) l'avortement et d'autres suivront assurément.

1 Cette cause concerne une loi du Mississippi interdisant l'avortement après 15 semaines.

2 Une loi gâchette (« trigger law ») est une loi criminalisant l'avortement adoptée par certains États qui entre en application dès le renversement de Roe v. Wade



De l'autre côté, des initiatives pour protéger le droit à l'avortement ont également été mises de l'avant dans des États progressistes.

Les élections de mi-mandat de 2022 constituent le premier test électoral à l'échelle nationale dans un monde post-Dobbs. En août 2022, un référendum au Kansas a permis de prendre un premier pouls de la population. Contre toute attente dans cet État conservateur, les électeur-riche-s ont choisi de protéger le droit à l'avortement. Les résultats — égaux au soutien de l'électorat à *Roe v. Wade* dans les sondages nationaux — confirment les intuitions de plusieurs : la protection du droit à l'avortement n'est pas un enjeu limité aux États progressistes. À l'aube des élections de mi-mandat, tout porte à croire que l'avortement sera une question centrale à trois niveaux.

Les propositions référendaires

D'abord, dans certains États, les électeur-riche-s seront appelés à se prononcer sur des initiatives référendaires. En Californie, la Proposition 1 — dont l'adoption est quasi assurée — vise à enchâsser un droit à l'avortement et à la contraception dans la Constitution de l'État. Une telle initiative est également soumise au vote au [Vermont](#) et au [Michigan](#). Inversement, au Montana, en Alaska et au Kentucky, des initiatives visent à restreindre ce droit via des changements constitutionnels. Dans ce dernier État, les électeur-riche-s seront appelés à se prononcer sur un amendement constitutionnel similaire à la proposition ayant échoué au Kansas, à savoir l'ajout dans la Constitution de l'État

d'une phrase stipulant une absence de droit à l'avortement.

Les postes de gouverneur et l'avenir du droit dans les États

Les élections de mi-mandat pourraient être déterminantes pour l'accès à l'avortement dans de nombreux États, notamment ceux où la course au poste de gouverneur est serrée. C'est le cas en Pennsylvanie, où l'actuel gouverneur démocrate fait office de pare-feu pour l'accès à l'avortement, la législature contrôlée par les républicains tentant d'interdire la procédure. L'issue de la course opposant le républicain Doug Mastriano au démocrate Josh Shapiro pourrait déterminer la viabilité d'initiatives républicaines visant à restreindre — voire interdire — l'avortement dans cet État. Une situation similaire se profile également au Michigan où la gouverneure démocrate Gretchen Whitmer tente de se faire réélire. Dans les deux cas, l'avortement est instrumentalisé par les candidats démocrates afin de mobiliser l'électorat et faire pencher le vote de leur côté. De plus, depuis l'autorisation d'appliquer une loi datant d'avant le jugement *Roe v. Wade* en Arizona et qui criminalise désormais la procédure, l'enjeu est à l'avant-scène des discours de la candidate démocrate Katie Hobbs qui tente de devenir la première gouverneure démocrate depuis 2009 — et promet de renverser cette loi de 1867.

L'électorat féminin, mobilisé par Dobbs ?

Finalement, la décision dans Dobbs pourrait avoir une incidence sur la participation électorale,

notamment chez les électrices. En effet, les organisations politiques travaillent activement pour mobiliser ces dernières. [Selon Target Smart](#), suite à la décision du 24 juin, l'inscription des femmes sur les listes électorales [a augmenté de 12 %](#), et dans certains États pivots comme le Wisconsin, les nouvelles électrices sont plus nombreuses que les nouveaux électeurs et [penchent majoritairement du côté démocrate](#). Le résultat du vote au Kansas a démontré le potentiel de ces électrices et leur position : [70 % ont voté en faveur](#) de la protection de l'avortement.

En 2018, les électrices — et leur opposition aux politiques de Trump — ont fait une différence dans plusieurs courses. En 2022, la perte du droit à l'avortement aura-t-elle ce même impact ?

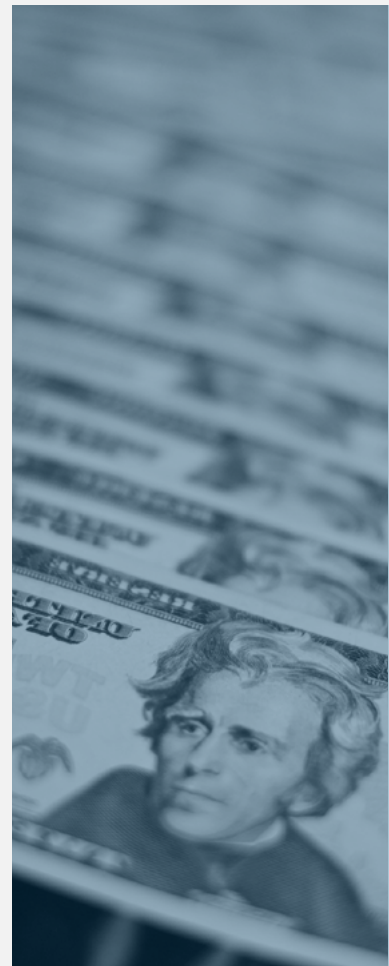
L'économie américaine en eaux troubles : l'enjeu de 2022... et des années à venir ?

Rafael Jacob

D'une élection de mi-mandat à l'autre, certains enjeux priorités par l'électorat vont et viennent, tandis que d'autres apparaissent et disparaissent. Pensons à la Guerre de Corée pendant la campagne de 1950 ou au scandale du Watergate lors de celle de 1974 ; ou encore, depuis le début de ce siècle, à la Guerre en Irak pendant la campagne de [2006](#) ou à l'adoption du programme de santé Obamacare lors de celle de [2010](#).

[Aux côtés](#) de ces enjeux ponctuels trône presque invariablement, bon an mal an, l'économie. C'est particulièrement vrai dans le cadre des élections de 2022, alors que le profond malaise économique ressenti par la population américaine promet de peser de façon importante dans la balance. L'actuelle période de « [stagflation](#) » — définie par une croissance économique en stagnation depuis le début de l'année et un taux d'inflation élevé — représente du jamais-vu en plus de [quatre décennies](#).

Cela se reflète dans les sondages depuis des mois : les considérations économiques, à commencer par le coût de la vie, figurent continuellement en tête des préoccupations identifiées par les électeur-ice-s. Selon un [sondage national Politico](#) publié fin septembre, davantage d'Américain-e-s identifient comme



enjeu principal l'économie (42 %) que la politique étrangère, l'immigration, la santé, l'éducation, l'énergie et l'environnement combinés (39 %). Dans le même sondage, ce sont les deux tiers de l'électorat (66 %) qui estiment que l'économie du pays se trouve actuellement en récession – malgré l'insistance répétée de l'administration Biden à déclarer le contraire.

Cette dynamique constitue, sans surprise, le talon d'Achille du Parti démocrate en 2022 – après celui d'être tout simplement [le parti contrôlant la Maison-Blanche](#), typiquement le principal facteur électoral défavorable puisque, depuis la fin de la guerre de Sécession au XIX^e siècle, cela mène à une certaine perte de sièges au Congrès lors des scrutins de mi-mandat.

L'économie continuera sans doute de peser lourd au lendemain des élections. Confrontée à une inflation très peu susceptible de descendre à la « cible » officielle de 2 % à court terme, la Réserve fédérale américaine sera appelée à prendre des décisions de plus en plus difficiles, dans un contexte où la chute des marchés et le possible assombrissement du portrait de l'emploi risquent d'alimenter la grogne face aux hausses de taux d'intérêt visant à combattre l'inflation. Sur le front fiscal, on pourrait avoir une Maison-Blanche et un nouveau Congrès peinant douloureusement à s'entendre sur la voie à suivre.

Autrement dit, au-delà de ces élections de mi-mandat, l'économie semble déjà destinée à dessiner certains des grands contours de la course présidentielle de 2024.

L'immigration au cœur des élections de mi-mandat

Mathilde Bourgeon

Depuis plusieurs cycles électoraux, la question de l'immigration teinte les débats politiques aux États-Unis. Souvent lié à la problématique de la gestion des frontières, et particulièrement celle de la frontière sud, cet enjeu demeure un point sensible de la vie politique américaine, et est au cœur des déchirures partisans entre démocrates et républicains.

Dans les comtés frontaliers

[Historiquement](#), les comtés frontaliers du Mexique votent en majeure partie pour le Parti démocrate, exception faite de quelques comtés dans l'ouest du Texas. Cette région, marquée par son identité latino-américaine, est favorable à l'immigration et opposée à la militarisation de la frontière. En effet, 50 % de la population de la région frontalière se considère latino-américaine, tandis que [cette proportion](#) est de 18 % à l'échelle du pays. Cette ouverture à la culture latino-américaine explique la volonté des gens de la région à ce que les populations migrantes en provenance d'Amérique centrale – qui représentent la majorité des individus se présentant à la frontière – soient traitées de façon plus humaine. Si la [rhétorique républicaine](#) se propage peu à peu dans cette région, avec l'accent mis sur la sécurité frontalière et la gestion sécuritaire de l'immigration, les observateur-riche-s ne

sont pas convaincus que des gains républicains seront faits dans ces comtés, notamment à cause de la question migratoire.

Entre gouverneurs

L'enjeu de l'immigration a enflammé le [débat](#) entre les deux prétendants au poste de gouverneur du Texas, le gouverneur républicain sortant Greg Abbott et son adversaire démocrate Beto O'Rourke. Ce dernier accuse Abbott de répandre une rhétorique haineuse envers les migrant-e-s. Le gouverneur en place a effectivement adopté des mesures fortement contestées envers la population migrante non documentée et les personnes demandant l'asile, notamment [en les expulsant du Texas](#) vers des États démocrates ou même en les déposant devant la résidence de fonction de la vice-présidente Kamala Harris à Washington.

L'enjeu est également capital dans d'autres États, comme [l'Arizona et la Floride](#) où les gouverneurs et les législatures républicaines ont adopté des politiques extrêmement restrictives à l'égard de l'immigration. Dans ces trois États, incluant le Texas, un changement de gouverneur pourrait signifier l'avènement de pratiques bienveillantes dans des régions où les personnes en situation non documentée sont nombreuses (273 000 individus en [Arizona](#), 772 000 en [Floride](#) et 1 739 000 au [Texas](#)). Si la course en Arizona pourrait se jouer au coude-à-coude, [les sondages montrent](#) jusqu'ici que le gouverneur texan Abbott et son homologue floridien DeSantis sont bien positionnés pour remporter leur réélection.

À l'échelle fédérale

Le Parti républicain planifie – en cas de prise de contrôle d'une ou des deux chambres du Congrès – de centrer ses actions sur l'industrie énergétique américaine, la lutte contre la criminalité et la réduction de [l'immigration non documentée](#). Se concentrant sur la sécurité de la frontière, les républicains placent ce dernier enjeu au cœur de leur campagne, quitte à encourager plus ou moins explicitement une rhétorique xénophobe s'appuyant sur le discours du « [grand remplacement](#) » et le sentiment « d'invasion ».



Néanmoins, depuis la fin de l'administration Trump, il semblerait que les questions d'immigration suscitent moins l'intérêt de l'électorat américain. La population se souvient surtout des [scandales](#) ayant entouré la suppression de [DACA](#) et la politique de tolérance zéro, des politiques endossées par les républicains. Par ailleurs, les démocrates semblent maintenir une ligne directrice axée sur un traitement plus humain des personnes immigrantes, bien que certaines politiques restrictives, comme le [Title 42](#), demeurent en place à l'aube des élections.

Le Congrès et la politique étrangère

Vincent Boucher

La politique extérieure est généralement un enjeu marginal dans le contexte des élections de mi-mandat. Une tendance à laquelle le cycle électoral de 2022 n'échappe pas. En effet, selon un [sondage du Pew Research Center](#), seulement 45% de la population américaine estime qu'il s'agit d'un enjeu d'importance en prévision du scrutin de mi-mandat, ce qui en fait la onzième priorité sur une liste au sommet de laquelle trône l'économie.

Pourtant, ce scrutin entraînera des conséquences sur les orientations diplomatiques et militaires des États-Unis, surtout si le scénario d'une reprise d'une ou des deux chambres du Congrès par le Parti républicain se matérialise. Le programme de politique intérieure du

président Biden risquerait alors d'être paralysé par les divisions partisans au Congrès, incitant ainsi le président à consacrer, comme ses prédécesseurs, davantage d'énergie aux affaires internationales. En outre, ce domaine, où le président jouit d'une plus grande marge de manœuvre, passionne particulièrement Biden. Pour autant, cela ne signifie pas que les législateurs le laisseront guider seul la politique extérieure des États-Unis. Voici quelques dossiers à surveiller, qui pourraient alimenter les tensions entre le Capitole et la Maison-Blanche au cours du 118e Congrès.

Partisanerie et collaboration

Notons d'emblée que la polarisation idéologique et partisane qui entrave le travail de la législature fédérale a moins d'effet sur les enjeux de politique internationale. La collaboration bipartisane est encore fréquente sur ces dossiers, que ce soit en appui [ou en opposition aux politiques de la Maison-Blanche](#). Jusqu'à présent, cette collaboration a été à l'avantage de la présidence Biden qui a vu le Congrès délier à plusieurs reprises les cordons de la bourse pour financer le soutien des États-Unis à l'Ukraine à la suite de l'invasion russe (voir l'encart sur ce sujet). Certaines critiques bipartisanes des politiques de l'administration Biden ont même eu des conséquences favorables pour l'atteinte des objectifs du 46e président américain : le Congrès a révisé à la hausse la proposition budgétaire de la Défense pour l'année fiscale 2022 en y ajoutant [25 milliards de dollars](#) pour mieux équiper les États-Unis dans la compétition stratégique

qui l'oppose à la Chine et la Russie. Toutefois, cette bipartisanerie a ses limites : par exemple, le processus budgétaire, une chasse gardée de la législature, pourrait se compliquer davantage dès janvier 2023, puisque la Chambre et le Sénat ne se sont toujours pas entendus sur un [nouveau budget de la Défense](#) pour l'année fiscale qui a débuté le 1er octobre.

L'enjeu taiwanais

Le président Biden s'est récemment [déclaré favorable](#) à un appui militaire des États-Unis à Taïwan advenant que la Chine tente de reprendre l'île par la force. Il devra cependant composer avec des pressions bipartisanes accrues pour préciser le sens de ses propos et de ses politiques pour l'avenir des relations entre Washington et Taipei. Déjà ce printemps, une cinquantaine de sénateurs démocrates et républicains menés par [leurs collègues de la Virginie-Occidentale - Joe Manchin et Shelley Moore Capito](#) - réclamaient que Taïwan intègre le Cadre économique pour l'Indo-Pacifique, une initiative lancée par la Maison-Blanche au printemps 2022.

L'accord sur le nucléaire iranien

Malgré les manifestations récentes qui secouent la République islamique d'Iran, Washington poursuit [ses pourparlers avec Téhéran](#) au sujet d'un éventuel retour des États-Unis au sein de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015. Si l'administration Biden réussit à sceller une nouvelle entente avec l'Iran, elle devra l'acheminer au Congrès qui pourrait la rejeter en adoptant une



résolution conjointe, [selon la loi qui gouverne la mise en application de l'accord original](#). Une Chambre à majorité républicaine pourrait aisément adopter une telle mesure, mais elle devrait aussi être avalisée par le Sénat où l'appui [d'une dizaine de démocrates](#) serait nécessaire et potentiellement difficile à obtenir. La Maison-Blanche pourrait contourner cet écueil en stipulant que les États-Unis réintègrent simplement le pacte de 2015, ce qui ne permettrait pas aux législateurs de le rejeter selon les dispositions de l'*Iran Nuclear Agreement Review Act*. Certes, les critiques républicaines fuseraient au Capitole, mais Joe Biden arriverait ainsi à réaliser une de ses principales promesses électorales de politique extérieure.

Les commissions d'enquête

Enfin, les élus républicains de la Chambre des représentants ont déjà annoncé qu'ils déploieront leurs pouvoirs d'enquête pour scruter autant la politique intérieure qu'extérieure de l'administration Biden. Tout indique que la Maison-Blanche devra rendre des comptes sur la sortie bâclée des militaires américains d'Afghanistan en septembre 2021, alors que le représentant pressenti pour occuper la présidence de la commission sur les Affaires extérieures, Michael McCaul (un

républicain du Texas), [promet de faire la lumière sur ces événements](#). Malgré une polarisation moindre sur les enjeux de politique extérieure au Congrès, les processus d'enquête des commissions parlementaires sur ces dossiers ont, durant la dernière décennie, été [transformés en armes politiques](#) pour embarrasser le parti adverse. Avec les élections présidentielles de 2024 à l'horizon, il ne serait pas surprenant que des confrontations partisans découlent de telles enquêtes.

La guerre en Ukraine au Congrès

David Dubé

Aux États-Unis, l'invasion russe de l'Ukraine a généré [une grande sympathie pour le peuple ukrainien](#) : les Américain-e-s ont accepté d'assumer certains coûts de l'appui d'envergure à Kyiv. Le régime de [sanctions sans précédent](#) et le soutien militaire américain à l'Ukraine pourraient cependant devenir un couteau à double tranchant, considérant les effets du conflit sur les conditions de vie de la population américaine. La guerre a exacerbé [l'inflation](#), augmentant notamment le prix du pétrole. Malgré tout, le [consensus pro-Ukraine](#) semble toujours tenir aux États-Unis et les sondages indiquent que les Américain-e-s sont, pour l'instant, encore prêts à en [payer le prix](#). Mais pour combien de temps? [Les voix critiques](#) qui commencent à s'élever au Congrès sont également à surveiller. En effet, plusieurs élus démocrates et républicains (dont les démocrates Jon Tester et Tim Kaine, et les républicains Thom Thillis et James Inhofe) ont demandé à l'administration Biden de clarifier l'utilisation des fonds, tandis que d'autres législateurs ont critiqué ce qu'ils jugent être une lenteur de réponse de l'exécutif.

En mai dernier, le Congrès a consenti à accroître les pouvoirs exécutifs du président Biden afin de permettre à son administration de réagir rapidement aux développements de la guerre sur le terrain et d'assurer la pérennité de l'appui américain à l'Ukraine. Pour ce faire, Capitol Hill a adopté en mai une mesure inspirée de la [loi prêt-bail de la Seconde Guerre mondiale](#). Cette loi octroie au président l'autorité nécessaire pour qu'il puisse [prêter ou louer du matériel militaire à l'Ukraine et à des pays d'Europe de l'Est](#) sans devoir obtenir une approbation supplémentaire de la législature durant les années fiscales 2022 et 2023. L'appui militaire et humanitaire prévu par [l'Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022](#) se chiffre à [40 milliards](#). Bien qu'utilisé dans un contexte de crise, ce projet de loi pourrait se retourner contre les républicains, s'ils reprenaient le contrôle de la Chambre des représentants. En effet, considérant l'importance du montant et des pouvoirs accordés au président par ce projet de loi, ainsi que la tendance du président à se tourner vers la politique extérieure lorsqu'il fait face à un Congrès contrôlé par le parti opposé, cette mesure permettrait à Joe Biden d'atteindre certains de ses objectifs de politique extérieure sans avoir à consulter le Congrès. Qui plus est, dans le cas d'une [contestation de la part des législateurs](#), les tribunaux ont historiquement tendance à donner l'avantage à la présidence, un défi supplémentaire pour le Parti républicain dans son bras de fer avec l'administration Biden (surtout dans le cas d'un enjeu touchant l'Ukraine, qui bénéficie pour l'instant de l'appui d'une majorité d'Américain-e-s). En d'autres mots, si le [soutien populaire et législatif](#) à l'implication américaine en Ukraine venait à baisser, Joe Biden aurait toujours une latitude significative pour poursuivre ses politiques à l'endroit de la Russie et de l'Ukraine. Reste à savoir si le président, face à un Congrès hostile, se tournera davantage vers la politique étrangère.

POUR ALLER PLUS LOIN

- › Comme à chaque cycle électoral, le site de journalisme de données [FiveThirtyEight](#) est un incontournable pour suivre l'évolution des différentes courses. Son modèle dynamique réputé permet de suivre au jour le jour les chances des différents candidat-e-s engagés dans les courses au Sénat, à la Chambre et pour les postes de gouverneur. À écouter également : l'excellent balado [FiveThirtyEight Politics](#), qui paraît deux fois par semaine.
- › Utilisant un modèle de site de type *wiki*, [Ballotpedia](#) est une mine d'or de données et d'informations concernant l'ensemble des questions électorales aux États-Unis, des règlements propres à chaque État aux mesures référendaires en passant par le nom des milliers de candidat-e-s de l'ensemble des courses en jeu lors de ces élections de mi-mandat.
- › Les sites du [Cook Political Report](#), d'[Inside Elections](#) et du [Sabato's Crystal Ball](#) produisent régulièrement des textes d'analyse non partisans de qualité et ont chacun développé un modèle pour prédire les chances des partis dans les élections au Sénat et aux postes de gouverneurs.
- › Le site [RealClearPolitics](#) offre quotidiennement à ses lecteurs un florilège de textes issus de publications couvrant l'ensemble du spectre idéologique aux États-Unis. On y trouve également un agrégateur de sondages donnant une idée de l'évolution des tendances.
- › Le site [Politico](#) est une excellente source d'information pour mieux comprendre le climat politique américain. Le site est notamment doté d'une section de prédictions pour les élections de mi-mandat de 2022. Politico offre une variété de types de contenu incluant un magazine, des vidéos et des baladodiffusions.

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Université du Québec à Montréal

dandurand.uqam.ca

Révision :
Yvana Michelant-Pauthex

Graphisme :
Françoise Conea



Crédits photo : Couverture : Jakob Owens / Dan Dennis / Brandon Mowinkel / Colin Lloyd / Nick Sarvari / Nik Shuliahin - page 2 : Chris Grafton - page 3 : Sylvain Légaré / Martin Girard (R.Jacob) - page 4 : Adam Nir / Joseph Chan - page 5 : Element5 digital / Gage Skidmore / Maria Thalassinou / Brett Davis - page 7 : gratisography - page 15 : Colin Lloyd / Reed Naliboff / Colin Lloyd - page 17 : Hans Isaacson / Dan Dennis - page 19 : Barbara Zandoval - page 21 : Colin Lloyd